

Front Uni des Immigrations et des Quartiers Populaires (FUIQP)

8 MAI 1945 - 8 MAI 2015

En ce 8 mai 2015, soixante-dixième anniversaire des massacres du 8 mai 1945, commis par l'armée française, en exécution des ordres du Général de Gaulle, contre le peuple algérien, le FUIQP salue la mémoire des victimes : l'Histoire a donné raison à nos aînés et toutes et tous ceux qui se ont combattu la colonisation et le colonialisme !

Puisse cette mémoire nous aider à tirer enseignements et énergie militante pour lutter contre les injustices présentes lesquelles sont dans une filiation chronologique et idéologique des injustices passées : guerres impérialistes contre les peuples, domination par des mécanismes économiques, guerre sociale contre les quartiers populaires, racisme d'Etat,

Le FUIQP est conscient des moyens considérables mobilisés par les officines et médias au service de l'impérialisme, du sionisme et du capitalisme pour javelliser l'Histoire, pour détruire la mémoire historique et populaire, dans le but de faciliter ainsi l'imposition des ses propres vues et mots d'ordre. C'est ce véritable oubli historique organisé des faits réels vécus par de nombreux peuples – esclavage, coloni-



sation, pillage, extermination, ... qui affaiblit (pour ne pas dire plus) la riposte contre le retour des guerres coloniales. Car, il est aisément d'observer qu'aucune des guerres d'hier comme d'aujourd'hui n'apporte la moindre once de « civilisation » et que toutes sans exception n'ont comme seul résultat que de faire couler des rivières de sang des peuples. Elles n'ont hier comme aujourd'hui qu'un objectif : la maîtrise et la possession des matières premières (pétrole, uranium, cobalt, or, diamants, bois, cacao, caoutchouc, coton, charbon, phosphate, fer, cuivre, ...) par les classes dominantes à l'échelle mondiale.

Comme l'écriture de l'Histoire est une bataille qu'il faut aussi mener, pour la mémoire, rappelons les faits sur lesquels un consensus de plus en large des historiens semble se construire :

- Les massacres, qui se sont étalés de mai à juin-juillet 1945 (et pas seulement le 8 mai !), ont été perpétrés en exécution des ordres du général de Gaulle, et ont été le fait des unités militaires (marine, aviation, infanterie et milices) et non d'affrontements civils.



• Les victimes algériennes sont des civils, pour l'essentiel des paysans pauvres (dépossédés illégalement et par la force militaire de leurs terres) et des ouvriers : ce sont donc des crimes de classe, des crimes contre l'Humanité, des crimes de guerre ; c'est un génocide¹ !

• Ces massacres dits du 8 mai 1945 sont dans la continuité des crimes coloniaux depuis le début de la colonisation de l'Algérie (ainsi que de celles l'Afrique et de l'Asie).

L'association du 8 mai 1945 fournit des éléments édifiants à ce propos : « L'armée coloniale expérimenta l'extermination par le gaz un bon siècle avant l'Allemagne nazie. Les enfumades et emmurements dans le Dahra – dans la région de Mostaganem – des tribus Sbehas en juin 1844 par le colonel Cavaignac et des Ouled Riah



Des enfumades du Dahra (1844 - 1845) à celles du pic du Marceau (ramadan 1957) Corps d'Algériens calcinés

le 19 juin 1854 par le colonel Pélissier ; les fours à chaux de Guelma (mai 1945) ; les cuves à vin (1957) des Les enfumades et emmurements dans le Dahra – dans la région de Mostaganem – des tribus Sbehas en juin 1844 par le colonel Cavaignac et des Ouled Riah le 19 juin 1854 par le colonel Pélissier ; les fours à chaux de Guelma (mai 1945) ; les cuves à vin (1957) des colons de Tlemcen, Sidi Bel-Abbès ou Zéralda ; le gazage des habitants du Dahra qui s'étaient réfugiés dans Ghar Layachine (1959) ».

Il est utile aussi de citer les propos des acteurs même de cette colonisation (source Association du 8 mai 1945) :

Le général Camou : « Tous les villages des Benni-Immel ont été pillés et brûlés. On quittait des villages en feu par des sentiers semés de cadavres. Plus de trois cents villages avec leurs mosquées, écoles et zaouias ont été détruits ».

Ou encore le général Bugeaud : « Plus de cinquante beaux villages, tout en pierre, ont été pillés et détruits». Tout cela en dit long sur les biensfaits de la colonisation ! Aujourd'hui, après des décennies de mensonges, de tergiversations, de schizophrénie

(puisque la France officielle reconnaît et bataille pour la reconnaissance du génocide arménien !), le gouvernement français nous invite sur le terrain de l'émotion, des passions, des mémoires partagées, voire du destin imprévisible en parlant de tragédie inexcusable.

Le FUIQP se place sur le terrain de la responsabilité, du droit et de la justice !

Le FUIQP ne quémande pas une reconnaissance protocolaire (et théâtrale), une repentance morale (voire religieuse), ni une simple indemnisation financière pour se laver d'une mauvaise conscience.

Le FUIQP revendique et se mobilise pour une reconnaissance politique : c'est-à-dire une condamnation sans équivoque de la colonisation et du colonialisme, l'abrogation de la loi de février 2005, l'enseignement de ces faits historiques dans les institutions scolaires, la condamnation des menées des nostalgiques de l'OAS et de l'Algérie française, la réhabilitation

de celles et ceux qui ont lutté pour la libération du pays ainsi que celles et ceux qui se sont solidarisés avec, ... Pour le FUIQP, cela passe par l'édification d'un front populaire en France contre le racisme et les guerres impérialistes. Car, comme hier, ces guerres sont menées sur une base raciste : apporter la civilisation supérieure du « Nord » à celles, inférieures, du « Sud » ! Enfin, le FUIQP n'omet pas la responsabilité des gouvernements des pays hier colonisés, aujourd'hui indépendants mais toujours dominés en raison (entre autres) de la soumission de leurs dirigeants aux injonctions des officines OTAN, FMI, Banque Mondiale, OMC, USA, UE, C'est le cas du gouvernement algérien dont la réaction face aux initiatives des nostalgiques (OAS et compagnie comme Estrosi) est plus que molle pour ne pas dire absente ! N'est-ce-pas la conséquence des intérêts convergents entre les monopoles français (représentés par le gouvernement français) et les intérêts d'une classe montante compradore (liée à l'import) représentée par le gouvernement en Algérie ?



Zouina, 74 ans, ancienne combattante

**VIVE LA LUTTE DES PEUPLES
CONTRE L'IMPÉRIALISME !**

¹ Le sous-préfet de Guelma, Achiary, a fait brûlé vifs des civils algériens puis les a recouverts de chaux pour faire disparaître les corps. Plus tard, ce même Achiary, futur fondateur de l'OAS, sera décoré de la Légion d'Honneur !